

FRANCE

EMMANUEL COMBE : « LE MYTHE DU POTAGER N'EXISTE PAS »

LAURENCE BOTTERO



Alors que la question d'une indispensable relocalisation a été l'un des grands thèmes liés à la crise sanitaire devenant ainsi un sujet économique, l'économiste, vice-président de l'Autorité de la concurrence et professeur à Skema Business School, invité aux Rencontres de l'Avenir, à Saint-Raphaël, prévient sur les conséquences d'une volonté de relocalisations à tout crin, encourage au contraire à effectuer des choix stratégiques qui permettent de se situer sur la chaîne de valeur plutôt que de vouloir tout maîtriser. Parce qu'il ne faudrait pas confondre indépendance et autarcie.

Il y a un an, les Français - surtout ceux qui ne maîtrisent pas le sujet industriel - découvraient horrifiés, la dépendance industrielle de la France à la Chine. Un virus étant passé par là pour mettre à mal l'équilibre des rapports entre acheteurs et fournisseurs. S'en est suivi une levée de bouclier où il n'a été question que d'obligation de rapatrier sur le sol hexagonal ce qui était parti du côté de l'Asie. Depuis, on a bien compris que tout produire en France était impossible sinon utopique, et que la réponse industrielle devait être à l'échelle européenne plutôt que nationale. N'empêche qu'un an plus tard, on continue de parler de relocalisation. Un thème qui ne laisse pas l'économiste Emmanuel Combe indifférent, loin s'en faut.

LE RISQUE DE L'AUTARCIE



Un Emmanuel Combe qui n'y va pas par quatre chemins et qui fait le constat que la crise n'a été, sur ce thème là aussi, qu'un révélateur, montrant au grand jour, des faiblesses structurelles.

« Il y a une sorte de petite musique en France qui estime que l'on s'en sortira en étant indépendant. Pardon, mais en économie, l'indépendance ça n'existe pas. Le mythe du potager - je fais tout moi-même - ça n'existe pas. Un agriculteur qui produit des carottes il ne produit pas français. Car pour faire ses carottes, il a eu besoin d'un engrais qu'il a acheté en d'Allemagne et un tracteur qu'il a acheté aux Etats-Unis. A l'heure des chaînes globales de valeur, il y a une division du travail, l'indépendance ce n'est pas la souveraineté absolue, ce n'est pas l'autarcie ».

Et le vice-président de l'Autorité de la concurrence d'expliquer que le combat ne se situe pas tout à fait là où on pense. Que relocaliser, oui, c'est bien, mais tout, non ce n'est ni possible, ni souhaitable.

« Oui il y aura des relocalisations mais arrêtons de croire que l'industrie française décline depuis 20 ans parce qu'on a délocalisé. Expliquer que nous n'avons plus de tissu industriel parce que tout est parti en Chine, c'est un mythe. Puisque nous n'avons pas massivement localisé, par définition on ne va pas faire revenir ce qui n'est jamais parti. En réalité nous avons décliné. Ce qui n'est pas la même chose. Attention à ne pas en revenir à une sorte autarcie ».

PLUTÔT LA DÉPENDANCE CHOISIE

La stratégie consisterait donc non pas à vouloir tout rapatrier en bleu-blanc-rouge mais de savoir opérer en étant stratégiques et malins. C'est-à-dire à ne pas vouloir absolument ramener toutes les activités industrielles, surtout que la France n'a pas forcément été excellente dans tous les segments, mais de davantage savoir se positionner, être un acteur incontournable sur la chaîne de valeur.

« Pour moi l'indépendance, la souveraineté c'est la dépendance choisie. Oui, je suis dépendant des Chinois mais eux sont aussi dépendants de moi. Oui je ne fais pas tout moi-même mais je suis situé sur le maillon de la chaîne de valeur qui fait que je suis indispensable ».

Et Emmanuel Combe de prendre comme exemple celui de la pénurie des semi-conducteurs, qui a affolé autant qu'ému. Oui il faut une industrie des semi-conducteurs mais étant donné le coût de l'usine et celui de la R&D par année, estimés respectivement à 10 milliards d'euros et 50 milliards d'euros, la réponse ne peut clairement pas être nationale, mais européenne. Et d'insister en même temps sur la notion d'indépendance, qui peut, doit être perçue de façon plus fine.



DIVERSIFIER LES APPROVISIONNEMENTS

« Quel est le but de la relocalisation ? Dire, on va maîtriser, sur notre sol, une production. Est-on vraiment sûr que de produire chez soi est une garantie de sécurité ? Pardon vous avez des industriels étrangers qui produisent en France ou même des industriels français qui exportent à l'étranger. Produire sur son territoire n'est pas une garantie, sauf si vous réquisitionnez la production. La vraie question c'est de s'assurer de la pérennité d'un certain nombre de produits ».

Et donc, pour certains sujets - dont font partie les masques par exemple - de s'inscrire dans une stratégie de constitution de stocks en prévision d'une nouvelle crise. Soit, savoir faire les bons choix stratégiques. Savoir diversifier ses approvisionnements, aussi connue comme la politique de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Clé, finalement, de la réelle indépendance.

« Je ne dis pas qu'il ne faut pas relocaliser. Je dis juste que la France ne redeviendra pas une puissance industrielle parce qu'il y aura des relocalisations. Ce n'est tout simplement pas possible car la cause première de notre déclin industriel ce n'est pas les délocalisations. C'est le fait que l'on n'ait pas suffisamment investi dans la formation, dans la R&D. Nous n'avons pas suffisamment monté en gamme. Et cela n'est pas une question de relocalisation. Attention à ce mythe selon lequel les relocalisations vont nous sauver ».

